

*l'Anti*capitaliste

n°728 | 7 novembre 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

STOP AU GÉNOCIDE

PAS UNE ARME

PAS UN SOU

POUR ISRAËL



ZOOM

États-Unis.
Un peuple divisé,
un vote incertain

Page 3

INTERNATIONAL

État espagnol.
Inondations: la tragédie
du capitalisme

Page 4

ARGUMENTS

Palestine. Nouvelle étape
pour le plan génocidaire
et colonial d'Israël

Page 5

CHAMP LIBRE

Palestine. La solidarité n'est
pas un crime! Solidarité
avec Yannis Arab!

Page 8

Édito

Retailleau, le mensonge et la haine des quartiers populaires

Par ALEX BACHMAN

J eudi 31 octobre, le soir d'Halloween, une fusillade éclate devant un commerce dans un quartier populaire de Poitiers. Cinq mineurs sont blessés par balle, l'un d'entre eux, Anis, un adolescent de 15 ans, meurt deux jours plus tard des suites de ses blessures. Un suspect, lié au trafic de stupéfiants, est en fuite.

Dès le vendredi matin, Retailleau se précipite devant les caméras. Avec un aplomb digne de Sarkozy, Retailleau empile les mensonges et les insultes envers les habitantEs de quartiers populaires: il affirme que «400 et 600 personnes» auraient pris à partie les policiers venus sur place (ce qui sera démenti). Reprenant les discours de haine vomis à longueur de journée sur CNews, il dénonce les «narco-racailles» (entendre les jeunes des quartiers populaires) et la «mexicanisation» de la France. Retailleau: un écho au Sarkozy de 2005 en visite au Val d'Argent à Argenteuil? Lequel disait alors: «Vous en avez assez de cette bande de racaille? On va vous en débarrasser». En 2005 comme aujourd'hui, cet appel du pied ne doit rien au hasard. Mais le FN est devenu le RN et siège désormais à l'Assemblée nationale. Les propos de Retailleau confirment, s'il en était besoin, la lepenisation de la droite dite républicaine. Retailleau, comme ses prédécesseurs, se sert des drames liés au trafic pour stigmatiser les quartiers populaires et ses habitantEs, en débitant une rhétorique sécuritaire et raciste pour, comme avec les polémiques islamophobes, détourner l'attention, diviser les travailleurEs et maintenir le système d'exploitation et d'oppression.

C'est ce qui explique ses petites phrases répugnantes: «Ce rail de coke, ce joint, il a le goût des larmes, il a le goût du sang» et ses postures martiales: «On va briser l'écosystème de la drogue».

Retailleau oublie sciemment deux choses: ce sont les habitantEs des quartiers populaires qui sont les premières victimes du trafic, et la «guerre à la drogue» est un échec partout dans le monde.

Pourtant des alternatives existent, avec une dépénalisation de l'usage, comme au Portugal, en commençant par le cannabis, la vente sous contrôle de l'État — qui assèche le trafic — et des programmes de soin pour les usagerEs les plus fragiles. Pour cela, il faut sortir la politique des drogues des mains du ministère de l'Intérieur et mettre en place une véritable politique de santé publique sur cette question.

Bien dit

Nous sommes attachés à l'idée [...] qu'Israël ne devrait pas être un État juif mais plutôt un État de tous ses citoyen·nes et reconnaître le droit au retour tel qu'il a été accepté par l'ONU. [...] Nous n'avons aucun contact ni aucune relation avec des entités israéliennes dans les territoires palestiniens occupés: nous n'y vendons, n'y imprimons et n'y distribuons pas nos livres

NOVEMBER BOOKS, maison d'édition indépendante, citée par les 1000 auteurEs signataires d'un appel refusant la collaboration avec les éditeurs complices, à lire sur Agence Média Palestine.

À la Une

BUDGET D'AUSTÉRITÉ, EMPLOIS SACRIFIÉS, INACTION CLIMATIQUE Stoppons les politiques capitalistes!

L'épisode budgétaire continue d'alimenter la chronique parlementaire. Sans grande surprise, les débats donnent lieu à des votes globalement attendus, tout comme est attendu l'usage de l'article 49.3 en fin de parcours.

Si la contre-réforme des retraites de 2023 est revenue à l'ordre du jour sous la forme d'un amendement sur le PLFSS (Projet de la loi de financement de la Sécurité sociale) proposé par les députéEs du NFP (Nouveau Front populaire) et sous la forme d'une proposition de loi du RN, les deux ont été battus la semaine dernière. Preuve que ce que la rue n'a pu défaire au printemps 2023, l'hémicycle ne peut l'enrayer. Preuve aussi que ponctionner les hauts revenus, comme le proposait l'amendement des députéEs du NFP, n'est pas du goût du RN. Il n'a cessé de chercher une stratégie qui ne le couperait pas des classes populaires tout en votant la politique de la droite. Sa proposition d'abrogation de la réforme des retraites n'avait pour but que de mieux faire passer son projet de préférence nationale... et de mettre dans l'embarras le NFP.

Une économie à quai

Pour l'heure, l'embarras semble bien avoir été du côté de ce qu'il est désormais convenu d'appeler le «socle» gouvernemental, c'est-à-dire la macronie et une partie de la droite. Furieusement peu presséEs de se voir imputer des coupes budgétaires impopulaires, de nombreux députéEs ont préféré désertier le Palais Bourbon. Preuve (encore) de la fuite en avant d'une partie de la bourgeoisie qui tente, avec ce budget, de sauver — mais un peu tard — un paquebot à quai. L'économie et leur fameuse «croissance» sont à l'arrêt. La production a reculé en septembre

de 0,9% selon l'Insee. De plus, toujours au cours du mois de septembre, la consommation a ralenti. L'inflation se maintient à 1,2% sur un an, entre octobre 2023 et octobre 2024. L'Insee explique d'ailleurs qu'en dépit de hausse nominale des salaires, le pouvoir d'achat stagne. Les chiffres peinent à rendre compte des arbitrages effectués par les travailleurEs face aux factures qui augmentent (électricité, gaz, cantine). La hausse des prix ne cesse de se répercuter sur nos comportements, sur les collectivités locales et sur les services publics... laissant entrevoir que le budget à peine bouclé sera déjà caduc.

Les contradictions du capitalisme

La situation des plus pauvres va s'aggraver; le chômage, augmen-

ter; les phénomènes climatiques extrêmes comme en Espagne (voir article page 4) se multiplier. Il y a urgence à produire moins et autrement, à habiter sans bétonner, à se déplacer sans polluer. Pourtant, c'est tout l'inverse que la société nous demande de continuer à faire. Produire pour faire de l'argent; produire quitte à polluer, abîmer, bétonner, détruire; produire sans égard pour les travailleurEs qui, au gré de stratégies commerciales et économiques de leurs employeurs, peuvent se retrouver sans emploi... Alors même que Macron se vantait d'avoir engagé la réindustrialisation de la France, celle-ci semble, au premier semestre 2024, marquer le pas: le solde net des emplois industriels n'a jamais été aussi faible depuis quatre ans¹.

LES DÉPUTÉS RN À L'ASSEMBLÉE



Interdiction des licenciements

Et la chute devrait continuer. Au 18 octobre 2024, la CGT recensait 180 plans de licenciements en un an². Et les annonces récentes ne font qu'aggraver le tableau dont le premier plan est occupé depuis quelques semaines par le secteur automobile qui se prépare à batailler contre des saignées (voir article page 6) un peu partout en Europe. En France, les salariéEs de MA France, de Dumarey-Powerlidge (voir l'Anticapitaliste n°723 du 3 octobre 2024), de Valeo sont en première ligne. Les salariéEs de la centrale de Cordemais (voir l'Anticapitaliste n°725 du 17 octobre 2024) sont mobiliséEs ainsi que celles et ceux de Vencorex en Isère (voir article page 6). Auchan vient d'annoncer la suppression de 2300 emplois et Michelin celle de 1250 postes à Cholet et Vannes. Auxquels s'ajoutent Airbus et ses 2500 postes menacés, Automattic, Dopbox, Visa...

Il est temps que ces luttes convergent, réclament l'interdiction des licenciements et la reconversion des emplois pour produire ici sans polluer, pour que les salariéEs décident avec la population ce dont elle a besoin et comment iels vont le produire, pour que cesse la propriété des moyens de production... pour que cesse la destruction capitaliste des emplois, des vies et du vivant.

Fabienne Dolet

1 - Pierrick Merlet, «La réindustrialisation de la France marque le pas», La Tribune, 22 septembre 2024.

2 - <https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/decryptage/180-plans-de-licenciements-en-un>

Acturama



TOUS EN ROUGE CONTRE LA VIE CHÈRE!

Dimanche 3 novembre, sous le ciel gris de Paris, plusieurs milliers de personnes vêtues de rouge ont marché contre la vie chère, mais aussi contre le colonialisme, de Denfert-Rochereau au ministère des Outre-Mer. Les organisateurs avaient la volonté de rassembler celles et ceux qui se font l'écho des luttes de la Kanaky, de la Polynésie française, de Wallis et Futuna, des Antilles, de la Guyane et de la Réunion.

PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

ÉTATS-UNIS Un peuple divisé, un vote incertain

À l'heure où j'écris ces lignes, le 3 novembre, deux jours avant l'élection présidentielle aux États-Unis, le pays est divisé comme il ne l'a jamais été depuis la guerre de Sécession (1861-1865).

Et plus que jamais, le contraste entre les deux grands partis est saisissant, les démocrates restant un parti politique traditionnel du capitalisme américain et de la démocratie bourgeoise, tandis que le Parti républicain, sous la houlette du candidat Donald Trump, s'est transformé en un parti d'extrême droite basé sur des Blancs qui en veulent aux Noirs et aux Latins, des hommes qui en veulent aux femmes, et des chrétiens évangéliques qui attendent l'Armageddon (l'ultime combat entre les forces du bien et du mal selon la Bible), un parti truffé de fascistes et de bandes d'hommes armés.

Après des mois d'un été qui semblait perpétuel, accompagné d'incendies de forêts et d'ouragans, témoins de la catastrophe climatique, et d'un Halloween chaud partout, l'automne est enfin arrivé. Quarante-sept des cinquante États américains autorisent le vote anticipé et cinquante-cinq millions d'AméricainEs, sur les 161,4 millions d'électeurEs inscrits, ont déjà voté par anticipation. J'ai voté hier à Brooklyn.

Sept États qui font basculer l'élection

Les intentions de vote sont trop resserrées pour faire des prévisions. L'électorat s'est déplacé, même si, comme d'habitude, il est divisé géographiquement. La côte Pacifique (Californie, Oregon et État de Washington) est bleue, la couleur des démocrates, tout comme la majeure partie du Nord-Est (New York, New Jersey, Massachusetts, Connecticut, Vermont et Rhode Island), mais le Midwest et la majeure partie du Sud sont rouges, républicains. Comme lors de la dernière élection présidentielle, l'issue du scrutin dépend de sept

«swing-states» (États en balance) disséminés dans le pays : Arizona, Nevada, Wisconsin, Michigan, Pennsylvanie, Géorgie et Caroline du Nord.

L'électorat est divisé en fonction du sexe, du niveau d'éducation et de la race, chaque candidatE réalisant des gains auprès de groupes particuliers. Kamala Harris, qui défend le droit des femmes à l'avortement, a une avance de 11 points chez les femmes, tandis que Trump, qui dénigre les femmes dans chacun de ses discours, a une avance de 10 points chez les hommes. Comme d'habitude, les républicains ont le soutien d'environ 60% des Blancs, tandis que les démocrates n'en ont qu'environ 40%. La grande majorité des électeurEs noirEs soutiennent toujours les démocrates, mais les républicains ont progressé parmi les NoirEs, en particulier les hommes, et pourraient désormais obtenir environ 15% du vote noir. Les démocrates obtiendront également la majorité des votes latinos, mais là encore, Trump a progressé et pourrait

obtenir 35% de leurs voix. Les Asiatiques et les habitantEs des îles du Pacifique, qui représentent 3% à 9% de l'électorat dans les «swing states», votent généralement pour les démocrates, mais les républicains ont également fait quelques percées parmi eux. Les personnes âgées sont à peu près également divisées. Les républicains remportent généralement ce groupe avec quelques points d'avance, mais Harris pourrait faire quelques progrès. Les républicains obtiennent généralement plus de 60% du vote rural, mais les démocrates reçoivent à peu près le même pourcentage de voix des banlieues.

La base électorale de Trump

Bien que totalement pro-capitaliste, Trump a réussi à capter une partie du vote des travailleurEs qui ont subi les conséquences des politiques néolibérales et de l'inflation et ont vu les profits des grandes entreprises exploser.

Un nouveau fossé s'est aussi creusé entre les électeurEs : celui de

l'éducation. Parmi les électeurEs blancs qui n'ont pas fait d'études supérieures, Trump pourrait remporter environ 60% des suffrages, tandis que Harris pourrait en gagner moins de 40%. Selon certains analystes, ces électeurEs sont les laissés-pour-compte de la société post-industrielle et de haute technologie, et ils ne détiennent qu'un cinquième de la richesse de ceux qui ont fait des études supérieures. Trump a réussi à les séduire, en particulier les hommes.

Les jeunes, la politique et le soutien aux PalestinienEs

La plupart des jeunes ne votent pas. Seule la moitié des jeunes sont inscrits sur les listes électorales et, lors des dernières élections nationales de 2022, seuls 25% d'entre eux ont voté. Les jeunes femmes sont les plus susceptibles de voter pour Harris en raison de leurs préoccupations concernant le droit à l'avortement. Comme la plupart des samedis, après avoir voté, ma femme et moi nous sommes rendus à pied au marché des producteurs. Là, un groupe de PalestinienEs, de pacifistes et de gauchistes criaient : « Ne votez pas pour le génocide », certains appelant à voter pour Jill Stein du parti vert. Peu de gens se sont arrêtés pour écouter. Pourtant, Jill Stein pourrait remporter de nombreux suffrages dans le Michigan (où vit une forte minorité d'origine arabe), suffisamment pour que Harris soit battue et faire basculer l'État en faveur de Trump. Nous ne connaissons pas les résultats avant plusieurs jours. Je présenterai les résultats et les perspectives la semaine prochaine.

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno



Étaient présentEs des étudiantEs de plusieurs pays, qui se sont renduEs sur place dans le but de partager leurs expériences ainsi que les stratégies militantes qu'ils emploient en tant qu'étudiantEs. Divers sujets ont été abordés, du mal-logement étudiant aux mobilisations étudiantes en soutien aux populations colonisées, en passant par les luttes féministes dans nos organisations et sur nos facs. Le but était d'échanger sur les pratiques concrètes plutôt que sur la théorie, de découvrir comment les luttes sont construites dans d'autres pays. Des étudiantEs polonaisEs ont présenté une enquête qu'ils avaient menéEs sur les conditions de vie dans les logements étudiants, et une étudiante américaine a partagé son expérience de mobilisation dans le comité de soutien à la Palestine au sein de son université. Les militantEs sont revenuEs sur les méthodes qu'ils ont utilisées durant leurs mobilisations : celles qui se sont montrées efficaces, mais également celles qui ont échoué. Les étudiantEs ukrainienEs ont par exemple pu présenter les difficultés à organiser des manifestations importantes du fait des nombreuses restrictions rencontrées.

Importance de la tenue d'un tel sommet en Ukraine

Ce second sommet, organisé et accueilli par les étudiantEs ukrainienEs, nous a permis de mieux comprendre ce qui se

JEUNESSE Un week-end internationaliste en Ukraine

Universities at War, un réseau d'organisations étudiantes ayant pour objectif de partager les pratiques militantes d'étudiantEs en temps de crise, a organisé son second sommet au cours d'un week-end du 26 au 27 octobre à Lviv, en Ukraine.

passer pour les étudiantEs et leurs familles avec l'invasion à grande échelle en cours depuis le 24 février 2022. Les conditions de logement des étudiantEs se sont en effet grandement détériorées, avec des dortoirs surchargés et des bourses tellement faibles que les étudiantEs sont systématiquement obligéEs de travailler à côté de leurs études pour avoir accès à des logements insalubres. Il était également important de pouvoir se rendre en Ukraine afin de rencontrer un maximum d'étudiantEs, puisque tous les jeunes hommes ukrainiens, à partir de 18 ans, n'ont plus la possibilité de quitter le pays (bien que la conscription obligatoire commence à l'âge de 25 ans). Priiama dia, syndicat étudiant de gauche radicale, organisait ce sommet à Lviv. Cette organisation est le seul syndicat étudiant de gauche en Ukraine et est proche de Sotsialniy Rukh (parti observateur de la 4^e Internationale). Depuis l'invasion russe

leur activité a fortement évolué, que ce soit dans leur lutte contre l'invasion et la guerre menées par le gouvernement russe, mais également contre la destruction des universités, la précarisation et la dégradation des conditions de vie des étudiantEs, ainsi que l'attaque contre les libertés académiques par le gouvernement ukrainien.

Intérêt d'un réseau internationaliste

Il est très important de construire ce genre de cadre pour créer une solidarité internationaliste concrète. Se voir, échanger sur ses pratiques, comprendre les situations d'oppression vécues et les manières de soutenir les résistances sont autant de moyens de matérialiser cette solidarité internationaliste. Le prochain sommet aura lieu à Bologne en juillet 2025, les Jeunesses anticapitalistes seront présentes et participeront à renforcer ce cadre.

Les Jeunesses anticapitalistes

No comment

Il va falloir travailler plus tout au long de la vie mais aussi mieux en continuant à intégrer mieux nos jeunes sur le marché du travail et en se maintenant plus longtemps sur le marché du travail quand on est senior en bonne santé et avec les bonnes compétences

ASTRID PANOSYAN-BOUVET, ministre du Travail et de l'Emploi, le 31 octobre 2024 à l'Assemblée nationale

Agenda

Jeudi 7 novembre, rassemblement contre la tenue du gala «Israel is forever», Paris. À 19h, à Trocadéro.

Vendredi 8 novembre, réunion publique «Quelle stratégie pour le mouvement féministe» avec Aurore Koechlin, Lorient (56). À 19h, à la Maison des Associations, 5, place Bonneaud, 56000 Lorient.

Mardi 12 novembre, réunion publique avec Philippe Poutou, Poitiers (86). À 20h30, à la maison de la Gibauderie, 111 rue de la Gibauderie, 86000 Poitiers.

Mercredi 13 novembre, Rencontres de la Brèche avec Kaoutar Harchi autour de son livre *Ainsi l'animal et nous*, Paris 12^e. À 19h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine (lire page 7).

Mardi 19 novembre, Rencontres de la Brèche avec Irene, Manon Boltansky et Daria Saburova autour du livre *Travailleuses de la résistance et de l'actualité en Ukraine*, Paris 12^e. À 19h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine.

Jeudi 21 novembre, réunion publique avec Philippe Poutou, Bayonne/Baïona (64). À 18h, au Gaztetxe Zizpa, 7, quai de Lesseps, 64100 Bayonne.

Vendredi 29 novembre, réunion publique avec Philippe Poutou, Perpignan (66). À 18h30, au Nautilus, 20, rue Jules-Verne, 66000 Perpignan.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



MAROC Le Sahara occidental sur l'autel de l'impérialisme français

Emmanuel Macron traverse la Méditerranée et fait un triplé gagnant. Lors de sa visite au Maroc du 28 au 30 octobre, le président regagne du crédit auprès de la monarchie, signe des accords d'investissements et assure une zone de blocage hors d'Europe pour les migrantEs.

La complicité de l'État français avec le régime autoritaire et corrompu du Maroc — la royauté et son régime, le Maghzen — est un scandale ancien. Elle n'a connu que de brefs moments de refroidissement. Macron réussit à rendre cette complicité encore plus cynique et scandaleuse, avec cette déclaration le 29 octobre à la tribune du Parlement : « *Le présent et l'avenir [du Sahara occidental] s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine* ».

Soutien à la politique du Maroc

Alors que la Cour de Justice de l'Union européenne vient de confirmer début octobre l'annulation des accords commerciaux de 2019 entre le Maroc et l'Union européenne relatifs à la pêche et aux produits agricoles, car ils ne respectent pas le consentement du peuple sahraoui, Macron se dépêche de s'asseoir sur cette petite victoire des Sahraouis qui se battent pour la reconnaissance de leurs droits et de leur territoire convoité par le Maroc depuis 1975 et le désengagement espagnol. Le message macronien, « *chaleureusement applaudi* » selon Ilyes Ramdani¹, n'était évidemment pas à destination du peuple sahraoui, mais bien adressé aux autorités du Maroc pour regagner leurs grâces. Car l'affirmation élyséenne ne doit rien au hasard et est l'aboutissement d'un lobbying puissant des entreprises françaises du CAC40, dont une quarantaine de dirigeants avaient fait le déplacement à Rabat.

Gagner des marchés

L'objectif de la délégation était de regagner un « *avantage comparatif* » dans la concurrence des multinationales pour l'accès aux grands marchés publics, en particulier d'infrastructures et d'armement marocains. Et le Sahara occidental est aussi un vaste « *territoire de 266 000 kilomètres carrés en plein développement, avec des réserves de phosphate enviées dans le monde entier, des eaux généreuses en poissons, des produits agricoles, du sel, du sable, un potentiel énorme en matière d'énergies renouvelables...* »² Dix milliards d'euros de contrats et d'accords d'investissement, c'est donc la récolte de la visite d'Emmanuel Macron. Une récolte qui valait bien pour la bourgeoisie française de jeter aux orties tout principe démocratique et droit à l'auto-détermination des peuples, inclus dans les résolutions de l'ONU, pour le Sahara occidental par exemple, sur les droits et les libertés individuelles ou sur la préservation de l'environnement.

Bloquer les migrantEs hors d'Europe

Cette visite avait tout du voyage d'affaires et bien peu à voir avec une vision politique, encore moins un discours de vérité. L'une des autres motivations macroniennes, en phase avec l'extrême droite et la droite qui siègent au Palais Bourbon, c'est évidemment, par échange de bons procédés, la prise en charge par le Maroc, comme par d'autres États du sud de la Méditerranée, du blocage de l'immigration vers les frontières européennes et françaises ! Et il n'y a toujours pas de vérité et justice sur l'assassinat de Mehdi Ben Barka à Paris il y a 59 ans !

Fabienne Dolet

1 – Ilyes Ramdani, « *Au Sahara occidental, la France empoche des milliards sans être sûre de son droit* », *Mediapart*, 30 octobre.

2 – *Idem*.

ÉTAT ESPAGNOL Inondations : la tragédie du capitalisme

Plus de 200 mortEs, des dizaines de disparuEs, 77 000 logements sans électricité. Le bilan est catastrophique pour les zones touchées par la « DANA » (« *Depresion aislada en niveles alto* », soit « *dépression isolée à niveau élevé* » ou phénomène de « *goutte froide* » en français).

Ce n'est pas le phénomène en lui-même qui a provoqué cette catastrophe, mais bien son intensité. En effet, il est produit par un courant d'air froid qui se déplace au-dessus des eaux chaudes de la Méditerranée, créant ainsi une haute instabilité en faisant s'élever un air chaud rapidement, résultant en de forts orages et nuages pluvieux. C'est ainsi qu'il est tombé à peu près 350 mm d'eau entre 16 h 30 et 20 h 30, surprenant ainsi des habitantEs et balayant les infrastructures.

Des infrastructures inadéquates

Des infrastructures trop peu préparées dans ce milieu rural et dans les zones populaires, où les groupes immobiliers ont réduit les coûts de construction au maximum, au détriment de la résilience face aux phénomènes climatiques. Le numéro d'urgence 112 est vite saturé, révélant l'état des services publics de secours, dans le viseur des capitalistes espagnols. Pedro Sánchez, chef du gouvernement, a indiqué en conférence de presse que le pays avait été « *frappé par la pire DANA depuis un siècle* ». La DANA ne serait donc qu'un évènement climatique qui n'aurait pas pu être évité. Comment se fait-il alors

que l'ensemble des agences météorologiques aient averti jusqu'au matin même et que des personnes aient quand même été surprises par la montée des eaux ?

Tragiques politiques publiques

Dans la même prise de parole, Pedro Sánchez qualifie l'évènement de « *tragique* »¹. Malheureusement, cette tragédie n'est pas celle que sous-entend le chef du gouvernement : il n'y a pas de catastrophe naturelle qui surgisse fatalement. Le véritable coupable est la politique préda-

trice qui a lieu notamment dans la communauté valencienne. Carlos Mazón, nouveau président de la région, a succédé à la gauche en 2023 grâce à un accord avec Vox, parti d'extrême droite climato-sceptique. Cette coalition a mis en place le démantèlement en novembre 2023 de l'Unité valencienne d'Urgences (UVE), chargée notamment de l'organisation et de la coordination des secours en cas de catastrophes naturelles dans la communauté autonome. Mazón s'était félicité alors du démantèlement d'un « *bar de plage* ».



CHARMAG

Le mercredi 29 octobre, en début d'après-midi, Mazón prend la parole et annonce que la tempête devrait se calmer pour 18 heures². Aucune mesure n'est donc prise. Les patrons n'attendaient que cela et obligent les travailleurEs à prendre leur poste. Quand les SMS alertant la population sur la nécessité de rentrer chez soi arrivent à 20 h 12, il est déjà trop tard.

« *La Dana fait des ravages* » Comme l'a dit Pedro Sánchez, « *la Dana fait des ravages* ». Des ravages immédiats. C'est la barbarie du système capitaliste qui affecte et ravage durablement les écosystèmes. Notre classe est face à un choix : l'écossocialisme ou la barbarie³. L'écossocialisme face aux phénomènes « Dana » qui seront de plus en plus intenses à mesure qu'augmente le réchauffement de la mer Méditerranée. L'écossocialisme face à la barbarie de la destruction des organismes et des services publics de secours. L'écossocialisme face à l'utilisation barbare des forces de police comme milices du capital, en mettant un signe égal entre la recherche et le sauvetage de disparuEs et la protection contre les pillages des centres commerciaux inondés. La colère des habitants devant Pedro Sanchez et Felipe VI, légitime, annonce que le choix est devant nous.

Félix Blanquet Le Marchand

1 – Prise de parole de Sánchez <https://x.com/sanchezcastejon/status/1851649307835007133>
2 – La prise de parole de Mazón <https://x.com/JFranAlbert/status/1851644735527567779>
3 – Communiqué d'Anticapitalistas <https://www.anticapitalistas.org/comunicados/solidaridad-popular-con-las-afectadas-por-la-dana-gobiernos-y-empresarios-responsables-ecossocialismo-o-barbarie/>

AFRIQUE DE L'OUEST

Au Burkina Faso, la faillite de la junte

Pour pallier son incapacité à améliorer la situation sécuritaire au Burkina Faso, la junte renforce son cours répressif.

Le 24 août près de 400 civilEs mouraient sous les balles des djihadistes dans le village de Barsalogo dans le centre-nord du Burkina Faso. Cette tragédie jette une lumière crue sur la situation réelle du pays, bien loin des discours triomphalistes des putschistes.

Les civilEs jetés en pâture

C'est le chef de la junte lui-même Ibrahim Traoré qui a exigé qu'autour des villages, victimes d'attaques islamistes, soient créées des tranchées. Alors que les villageois de Barsalogo — obéissant aux injonctions des militaires sous peine de représailles — étaient en train de creuser, ces derniers ont été pris sous les balles des miliciens du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al Qaïda. Le message des djihadistes était clair, tout civil collaborant avec les forces de sécurité sont des cibles potentielles. Dans les



DR

communes rurales comme celle de Barsalogo, les villageois sont pris en étau entre l'armée et les djihadistes, qui font l'un comme l'autre peu de cas de la vie des Burkinabés. D'autant que les autorités ont largement brouillé les frontières entre militaires et civils avec la mise en place des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Ils sont composés de citoyens recrutés avec une formation et un armement sommaire et censés défendre leur village.

Complots partout

Human Rights Watch estime que 6 000 personnes ont été

assassinées en 2024, un nombre record de victimes qui illustre l'impuissance des militaires au pouvoir. On se rappelle que la justification de son coup de force était l'incapacité du pouvoir précédent à répondre efficacement aux attaques armées des islamistes. Le discours des autorités est que le massacre de Barsalogo était le signal d'un complot aux multiples branches visant à déstabiliser le régime, ourdi par les opposants, mélangeant pêle-mêle des officiers, des membres de l'ancien régime, des journalistes, des espions occidentaux.

Justice nulle part

Un prétexte pour accentuer une répression qui touche toutes les voix discordantes. Ainsi le personnel judiciaire qui a travaillé sur des dossiers impliquant des personnes soutenant la junte, se retrouve enrôlé de force dans les VDP. Tel est le cas du juge de Ziniaré chargé de l'affaire d'un proche du pouvoir impliqué dans l'accident d'une mine illégale qui a causé la mort de près de 60 personnes, ou le journaliste Serge Oulou. Il avait dénoncé dans un article le détournement de fonds d'un capitaine de l'armée du Burkina. Un bataillon d'intervention rapide de la communication (BIRC) a même été créé pour arrêter toute personne qui conteste le gouvernement. Mahamoudou Sana, le ministre de la Sécurité, encourage la population à dénoncer les mauvais citoyens. Quant aux opposantEs en exil, la junte s'attaque aux membres de leurs familles. Barsalogo témoigne de la faille et de cette fuite en avant répressive et sécuritaire de la junte dont la survie dépend de plus en plus de leur protecteur russe.

Paul Martial



PALESTINE

NOUVELLE ÉTAPE POUR LE PLAN GÉNOCIDAIRE ET COLONIAL D'ISRAËL

Le génocide perpétré dans la bande de Gaza n'est en rien une « réponse disproportionnée » aux massacres du 7 octobre 2023. Les massacres délibérés de civils et les déplacements massifs constituent un nettoyage ethnique méthodique qui s'inscrit dans le projet colonial israélien. Alors que la persécution des PalestinienNES s'intensifie dans tous les territoires occupés, Israël avance dans le démantèlement de l'UNRWA.

Israël interdit l'UNRWA: le droit au retour dans le viseur

Le Parlement israélien a adopté le 28 octobre 2024 deux lois dont l'application empêchera l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) d'assurer son mandat, celui de protection et assistance des réfugiés palestiniens. Ces lois interdisent à l'agence de l'ONU d'exercer ses missions sur le territoire contrôlé par Israël, notamment à Jérusalem-Est occupé, où se situe le siège de l'organisme. Elles interdisent également tout contact entre l'UNRWA et l'administration israélienne. Les liens bancaires de l'UNRWA, dont les fonds transitent par des banques israéliennes, seraient rompus. L'agence serait dans l'incapacité de payer ses fournisseurs et les salaires de ses employés. Il y aurait un arrêt de toute coordination avec l'armée pour acheminer l'aide humanitaire à Gaza. Les conséquences tant à Gaza qu'en Cisjordanie seraient catastrophiques.

Diffamation, dénigrement et interdiction de l'UNRWA
Ces lois sont l'aboutissement d'un lent processus de

décrédibilisation de l'UNRWA qui a pris une ampleur immense après le 7 octobre 2023. En janvier 2024, dès que la justice internationale a admis le risque plausible de génocide à Gaza, Netanyahu a accusé une dizaine d'employés de l'UNRWA, sur les 13 000 opérant à Gaza, d'avoir participé aux attaques du 7 octobre sans pour autant apporter de preuve. Cela a eu pour consé-

quence une interruption du financement de l'UNRWA par certains pays occidentaux. Malgré cette campagne de diffamation, les États occidentaux à l'exception des États-Unis, ont par la suite repris leurs financements, suite à l'enquête diligentée par l'ONU. En juillet 2024, un projet de loi a été adopté en première lecture classant l'UNRWA comme organisation terroriste. Ce projet de loi a été écarté et

les attaques furent ralenties à la fin de l'été afin de permettre à l'agence de mener une campagne de vaccination contre une épidémie de poliomyélite qui menaçait Gaza et qui risquait d'atteindre les soldats : la campagne de vaccination terminée, Israël a repris sa propagande, concrétisée en octobre 2024 par l'adoption des deux lois.

Le refus du droit international

Les conséquences sur le plan humanitaire de l'application de ces lois seraient dramatiques. Cependant, et bien qu'on puisse en douter à ce stade, ce n'est pas par pur sadisme qu'Israël a adopté ces lois, mais suivant une stratégie politique bien établie. L'hostilité envers l'UNRWA s'inscrit plus généralement dans une défiance perpétuelle envers l'ONU et le droit international dont certaines dispositions représentent de véritables embarras pour Israël : la première étant la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies du 11 décembre 1948, garantissant le droit au retour des réfugiés palestiniens. Une

Derrière les attaques contre l'UNRWA, c'est le droit au retour qui [est] visé

gêne évidente pour le projet colonial israélien. Car derrière les attaques contre l'UNRWA, c'est principalement la question des réfugiés et le droit au retour qui sont visés.

Les réfugiés niés

En l'absence d'État palestinien, l'UNRWA demeure l'institution qui fait le lien entre les populations de réfugiés dispersés dont elle conserve les archives, les noms, les identités. La destruction de l'UNRWA serait une étape de plus dans la fragmentation de la population palestinienne et dans l'effacement de tout avenir national pour les PalestinienNES. De même, en affaiblissant l'UNRWA, Israël espère atteindre en son cœur la lutte de libération nationale des

PalestinienNES. Ces luttes trouvent leur ancrage dans les camps de réfugiés — la première intifada a démarré dans le camp de Jabalia à Gaza et la deuxième dans le camp de Balata à Naplouse. L'existence des réfugiés et des camps appelle à un retour, il est donc évident que les luttes naissent et continuent de naître dans les camps. Et il est tout aussi évident qu'en affaiblissant l'UNRWA, qui assure une assistance vitale aux réfugiés, ces luttes en seraient particulièrement affectées. La plupart des États, même les États-Unis ont exprimé leur opposition à toute entrée en vigueur de ces lois. La Norvège a même annoncé, le lendemain de leur adoption, la présentation d'une résolution à l'Assemblée générale de l'ONU afin de saisir la Cour Internationale de Justice d'un avis sur les obligations d'Israël de faciliter l'aide humanitaire aux PalestinienNES.

Farah M.

La destruction de l'UNRWA serait une étape de plus [...] dans l'effacement de tout avenir national pour les PalestinienNES



Israël: Le génocide comme moyen, la colonisation pour un unique objectif

La rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens, Francesca Albanese, vient de publier un rapport dans lequel elle recommande la suspension d'Israël à l'ONU ainsi qu'un embargo total sur les armes.

Le Grand Israël

Le rapport détaille l'implication de l'ensemble de l'appareil d'État dans la destruction systématique de toutes les infrastructures indispensables à la vie dans tous les territoires occupés et ciblant les PalestinienNES en tant que groupe. Le constat est simple, la violence génocidaire qui se déploie dans la bande de Gaza ne peut que se propager au reste de la Palestine. D'ailleurs, la violence en Cisjordanie augmente de manière exponentielle depuis le 7 octobre 2023, avec les mêmes méthodes qu'à Gaza : sièges, privations d'eau et de

nourriture, ciblage d'infrastructures médicales et de personnels soignants, destruction des infrastructures sanitaires, déplacements forcés, meurtres.

Pour Francesca Albanese, l'objectif est unique : le Grand Israël. Et c'est ainsi qu'il faut analyser la stratégie israélienne. Elle explique l'ampleur des massacres. Le génocide est la dernière étape d'une colonie de peuplement réussie.

Le plan des généraux

Une partie de l'État israélien ne s'en cache plus. Le 21 octobre était organisé devant Gaza un événement pour préparer les prochaines colonies, avec Ben Gvir, ministre de la Sécurité nationale d'Israël, d'autres ministres et des membres du Parlement israélien. Au même moment, le « plan des généraux » se poursuivait à Jabalia, Beit Lahia et Beit Hanoun, où plus de 100 000 PalestinienNES subissent un nettoyage ethnique, entièrement coupés du monde.

Ce plan vise à assiéger, affamer et transférer de force les PalestinienNES du nord de Gaza afin d'annexer ce territoire à Israël. Celles et ceux qui restent seront considérés comme des membres ou sympathisants du Hamas, et donc comme une cible légitime. Dans ces villes assiégées, il n'y a aucune aide humanitaire ni médicaments depuis trois semaines.

Dans le nord de la bande de Gaza, il n'y a aucune aide humanitaire ni médicaments depuis trois semaines

Cette stratégie repose sur l'espoir que la population se retournera contre la résistance, ou que la résistance abandonnera. La seule chose qui fait encore obstacle à ce plan est la détermination des PalestinienNES qui refusent de partir, malgré les bombardements constants

Le chiffre

100 000

C'est le nombre de PalestinienNES dans le nord de la bande Gaza à Jabalia, Beit Lahia et Beit Hanoun qui subissent un génocide.

et la famine. Le plan des généraux n'est que la continuité historique de la Nakba qui se poursuit depuis 76 ans, soit le déplacement forcé de PalestinienNES pour l'installation de colonies.

Ces crimes de masse se déroulent au moment où l'Afrique du Sud devait transmettre ses arguments à la Cour internationale de justice. Pour démontrer l'intention génocidaire et la destruction des conditions de vies à Gaza, l'État a rendu un mémoire argumenté de 750 pages et 4 000 pages de preuves. Face à tant de souffrance, cela paraît presque trop peu.

Louisa D.

CULTURE

La Générale, une utopie concrète à préserver

Créé il y a 20 ans, le collectif la Générale s'est d'abord établi à Belleville avant d'emménager dans l'ancien conservatoire du 14^e arrondissement en janvier 2020.

Depuis, ce lieu culturel ouvert à toutes a réussi à établir dans le quartier de manière pérenne une gestion non mercantile de ses activités. Pourtant, la mairie du 14^e arrondissement leur demande de quitter les locaux au terme du bail le 30 novembre prochain, malgré un vœu favorable du Conseil de Paris pour la poursuite de l'activité.

La Générale se définit comme un laboratoire de création culturelle, artistique, politique et sociale. Sur un mode autogestionnaire, les décisions y sont prises de manière horizontale, au consensus. Elle accueille gratuitement des artistes immergés¹ de diverses disciplines pour des résidences courtes d'écriture et de création mais aussi une AMAP, des associations de pratiques corporelles, une permanence d'écoute clinique du burn-out militant, une chorale afro-féministe, les Soulèvements de la Terre du 14^e, la radio Pi-Node, et des autrices en résidence permanente.

Un lieu d'expérimentations artistiques

Pour les résidences artistiques, les membres du collectif sélectionnent sur dossier en ayant à l'esprit que l'écriture de ce type de documents est discriminante. Iels s'attachent moins à la forme et à la langue qu'à la proposition. Iels privilégient les personnes minorisées, les jeunes compagnies, les artistes qui ne sortent pas d'école, les personnes hors des réseaux institutionnels, les parcours interrompus. Cela permet aux artistes qui y travaillent de pouvoir pleinement expérimenter, en ayant la possibilité de se tromper, sans objectif de rentabilité puisqu'ils n'ont pas à payer pour accéder aux locaux. La programmation est accessible à prix libre, et les prix du bar et de la cantine sont très modérés. Avec ce modèle et grâce au soutien de la municipalité et de la DRAC (Direction régionale des Affaires culturelles), le collectif parvient à rémunérer deux employés permanents.

Les lieux tels que la Générale sont précieux pour les artistes, les associations, les collectifs militants, les habitantEs des quartiers. Dans Paris intramuros, ils deviennent de plus en plus rares. Les dernières années, les lieux alternatifs, friches et squats de la capitale ont presque tous été transformés en tiers lieux institutionnalisés, gérés par des agences capables de présenter un business plan bien rodé, une formule presque copiée-collée qui, derrière une vitrine engagée et alternative, s'inscrit parfaitement dans les logiques capitalistes.

Le droit à la ville

À contre-courant, la Générale envisage son activité avec, comme idée directrice, le droit à la ville. Concept développé à la fin des années 1960 par Henri Lefebvre, il consiste en une remise en cause de la propriété privée de l'espace urbain : la ville appartient à ceux qui la font et non à une élite en capacité de la posséder.

Il est donc important de défendre ces trop rares espaces de vie dans la ville et de les soutenir. Il est incompréhensible que la mairie du 14^e ne renouvelle pas le bail de la Générale et ne propose pas de solution. Le collectif sans lieu ne pourra poursuivre ses actions, et la DRAC menace de lui retirer sa subvention. C'est un énorme gâchis que d'abandonner ainsi des années de travail fructueux et de briser les liens créés au sein du quartier.

Une pétition et un kit de soutien sont disponibles sur le site internet de la Générale. Une journée d'activités diverses (ateliers, tables rondes, performances...) sur le thème « Défends-toi ! » aura lieu le 23 novembre pour envisager comment poursuivre la lutte pour ces espaces.

Estelle Menu

1 – Terme proposé dans son *Manifeste* par la Fédération des pirates du spectacle vivant. ImmergéE désigne les artistes les plus précaires et précairisés, pas encore ou tout juste intermittentEs, n'ayant pas accès aux circuits institutionnels pour créer et s'auto-exploitant plus ou moins joyeusement. Permet de créer une distinction avec le terme souvent flou d'émergent.

AUTOMOBILE **Stellantis, au moins deux usines menacées en France**

Depuis 2019, année de la fusion entre Fiat et PSA pour créer Stellantis, restructurations, suppressions d'emploi ont été multipliées pour le plus grand bénéfice des actionnaires.

À u premier rang des profiteurs les familles Agnelli et Peugeot qui se transmettent de génération en génération cet héritage d'usines de voitures. Ces cinq dernières années les actionnaires de Stellantis ont reçu des milliards d'euros en dividendes et rachats d'action. Et cela grâce au travail de centaines de milliers de salariéEs à travers le monde.

Des ventes en baisse mais des profits toujours là

Aujourd'hui, la conjoncture change. Les voitures électriques ne prennent pas le relais des voitures thermiques, dont les ventes baissent en Europe. Dans ce contexte, les ventes totales de Stellantis baissent de 20% au cours de l'année avec chute brutale aux États-Unis de 42%. Ce n'est pas pour autant la faillite : la marge opérationnelle passerait de 12,8% l'année dernière à 6% environ cette année, preuve que l'exploitation des salariéEs rapportera toujours aux actionnaires. Les actionnaires sont habitués aux dividendes qui tombent dans leur portefeuille. De vrais « junkies » selon un des prédécesseurs de Tavares chez Fiat, Sergio Marchionne. Comment réagir à des profits qui baissent sinon en s'en prenant à la force de travail et en fermant des usines ?



Les salariéEs de Dumarey-Powerlidge à Strasbourg en lutte le 25 octobre. FACEBOOK CGT

Dans plusieurs usines, les syndicats sonnent l'alarme

Le syndicat Sud appelle à agir dès maintenant contre la fermeture de l'usine de Poissy et explique que « la direction va tout mettre en œuvre pour nous faire croire que rien n'est encore décidé. Son but est de gagner du temps pour continuer à vider l'usine de ses CDI à moindres frais ».

Le syndicat CGT de l'usine de moteurs de Douvrin a dénoncé le 23 octobre « le pas de plus franchi vers la fermeture du site Stellantis de Douvrin » après l'annonce de l'arrêt définitif de la fabrication du moteur hybride EP transférée en Hongrie.

L'usine Stellantis de La Janais près de Rennes vient d'« annoncer la suppression de près de 250 postes d'intérimaires pour janvier 2025 ». Un seul nouveau modèle est annoncé pour 2024. Sans autre nouveau produit, l'usine pourrait être menacée par la logique actuelle de fermeture de sites.

Le plus probable est que Stellantis veuille concentrer ses activités de production autour de Mulhouse et de Sochaux pour en faire des usines encore plus flexibles où les effectifs seraient dépendants, au mois le mois, des aléas des volumes de production. C'est le cas aujourd'hui des intérimaires

que la direction de l'usine de Sochaux recrute, de toutes nationalités de tous continents, sur les marchés de la ville.

Préparer le tous ensemble

Des mouvements, à caractère historique selon les syndicats organisateurs, se préparent en Allemagne contre les plans de Volkswagen et ceux de Fiat Stellantis en Italie. Ils peuvent et doivent aider aux résistances contre les mêmes adversaires ici en France car la lucidité impose de constater qu'en France le niveau des luttes n'est pas à la hauteur des attaques chez Stellantis, chez les équipementiers menacés de fermeture, et chez Renault en cours de démantèlement. Le tous ensemble nécessaire ne se décrète pas mais se prépare dès aujourd'hui.

Le président de l'UAW, le syndicat nord-américain de l'automobile qui avait mené la grève de l'automobile l'année dernière, a déclaré au mois de septembre : « Si un ouvrier de l'automobile avait fait un aussi mauvais travail que celui du PDG de Stellantis, Carlos Tavares, il aurait été viré ». Un langage qu'il faut reprendre car l'enrichissement capitaliste est bien la cause des suppressions d'emplois, des fermetures d'usines et de l'enfumage de la planète.

Jean Claude Vessillier

ÉCOLOGIE **Plan vélo, économies de bouts de chandelle et retour au tout-bagnole**

C'est lors de sa rencontre avec les associations de cyclistes, après la mort de Paul Varry, que François Durovray, nouveau ministre des Transports, a annoncé l'abandon du Plan Vélo selon Mediapart¹. Le cynisme n'a plus aucune limite.

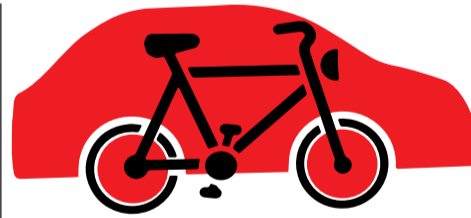
Lancé par Elisabeth Borne, le Plan vélo 2023-2027 dégageait près de 2 milliards d'euros pour augmenter la part modale du vélo. Les financements prévus ne se limitaient pas à la construction (nécessaire) de nouveaux aménagements cyclables sécurisés en site propre, mais également au développement du « savoir rouler à vélo » ainsi qu'à la reconstruction d'une filière industrielle permettant de produire des vélos made in France.

Ce qu'a permis le Plan vélo

Les différents appels à projets lancés par l'État et ses opérateurs avaient ainsi permis d'aider les différentes collectivités à faire sortir de terre de nouveaux aménagements plus sécurisés, à résorber des discontinuités cyclables et des points noirs. Elles ont permis d'offrir des alternatives concrètes à l'automobile, de retranscrire les déclarations d'intention des différents schémas cyclables locaux. Même insuffisant, l'argent de l'État et du Plan Vélo – tout comme l'expertise technique apportée par les services de l'ex-ministère de la Transition écologique et ses établissements comme le CEREMA² – a été indispensable aux collectivités pour construire tous ces aménagements.

7^e appel à projets perturbé

Une enveloppe de 125 millions d'euros avait été programmée pour le 7^e appel à projets « Fonds Mobilités Actives », et 400 dossiers déposés. La dissolution de l'Assemblée natio-



nale s'est produite au moment du choix des lauréats et de la répartition des enveloppes budgétaires entre les différentes régions.

L'été de flottement qui a suivi, sans gouvernement ni ligne de conduite, n'a pas permis d'avancer sur les arbitrages budgétaires. Et les agentEs du ministère en charge de l'inscription de l'appel à projets, en première ligne face aux éluEs, se sont retrouvés seulEs et en difficulté face à l'irritation de ces derniers. En effet, si le cahier des charges de cet appel à projets prévoit l'annonce des lauréats pour mi-juillet 2024, il déclare inéligibles tous les projets dont les travaux débuteraient avant cette annonce. Sauf qu'avec l'inflation, les coûts initiaux de ces aménagements s'envolent au fur et à mesure, poussant les collectivités à vouloir malgré tout démarrer au plus vite sans certitude sur les financements ou alors renoncer.

Diminution de 33% des crédits du Plan vélo

Le budget d'austérité concocté par Barnier, et soutenu par le RN, veut diminuer de 33% les crédits de paiements du Plan vélo en 2024

et supprimer toutes les autorisations d'engagements³ pour 2025, c'est-à-dire couper les fonds à partir de l'an prochain. De nombreux projets vont donc être abandonnés.

L'objectif de 12% de part modale du vélo en 2030 et de 15% en 2050⁴ ne pourra pas être atteint. Faute d'alternative, la population va être contrainte de prendre toujours plus sa voiture, avec les conséquences sociales, environnementales, sanitaires que nous connaissons.

Aoïfe Corsacai

1 – <https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/291024/le-gouvernement-abandonne-le-plan-velo-un-projet-2-milliards-d-euros-s-evapore>

2 – Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement.

3 – <https://www.economie.gouv.fr/cedef/difference-autorisation-engagement-credit-paiement>

4 – Tel que prévu par la Stratégie nationale bas carbone de 2015.

À lire sur le site



Agences de l'eau : le (pas si) discret braquage de l'État !



Plateforme chimique de Pont-de-Claix en Isère. Fermeture du site Vencorex

Culture

ESSAI **Ainsi l'animal et nous**, de Kaoutar Harchi

Actes Sud, 2024, 320 pages, 22,50 euros.

Il y a les livres qui vous marquent. Puis, il y a les livres dont vous comprenez qu'ils marqueront l'histoire, la grande ou bien celle de petits milieux militants ou votre vie, peu importe ! *Ainsi l'animal et nous* fait partie de ces livres profondément marquants, qui vous arrêtent à chaque page, qui vous donnent envie de citer encore et encore certaines des phrases déjà prêtes à devenir des piliers de votre pensée philosophique et politique.

L'animalisation, un fait politique

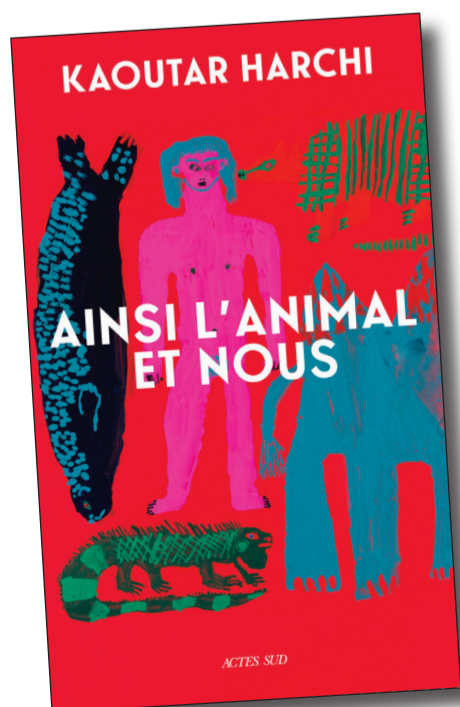
Avec ce livre, Kaoutar Harchi parle de nous et d'eux, des animaux, des gens, de tous les gens, et surtout de de la manière dont ces gens ont été, au fil de l'histoire, animalisés. Une animalisation rabaisante, qui a permis et permet toujours de justifier de la plus banalisée des discriminations aux pires crimes imaginables. Mais surtout, une animalisation qui animalise les animaux, nous sépare d'eux, nous éloigne de ce que nous sommes autant de ce qu'ils sont.

À la fois récit biographique, essai politique et historique mobilisant les travaux sociologiques de la chercheuse, le livre s'attarde étape par étape à décrire le spécisme sans jamais le mentionner, car il n'y a pas besoin de le nommer tant il nous saute à la gorge. Des fondations du capitalisme en Angleterre, en passant par les mouvements féministes anarchistes français et anglais, avant de revenir sur le nazisme, l'antisémitisme, la colonisation en Algérie et l'islamophobie moderne — tout y passe.

Accaparement des terres et frontières symboliques

Rien n'est laissé pour compte, et le livre nous rappelle notre histoire : celle de l'accaparement des terres pour parquer des milliers d'animaux qui fut la première étape d'un capitalisme bientôt inarrêtable ; celle des femmes qui se tenaient aux côtés des animaux et les considéraient comme frères et sœurs de luttes ; l'animalisation des corps arabes d'abord chassés mais que l'on cherche désormais à domestiquer ; celle des juifs que l'on extermine. On apprend ainsi que la frontière séparant « eux » de « nous » est malléable, mouvante au gré du temps et des dominants, écartant parfois aussi, par erreur sans doute, les pauvres, parfois les femmes, parfois les personnes racisées, et tous les autres, tous ces gens. Mais en fait, ce « parfois » ressemble à un triste « toujours » — comme eux, certains « nous » sont écartés de cette douce humanité, cette bonne humanité. Et alors, iels se retrouvent en dehors, avec « eux » qui y sont aussi, toujours. Ainsi, le livre nous pose cette question au creux de ses phrases si marquantes : y a-t-il réellement un « eux » et un « nous » ?

Camille Vanbauce



HISTOIRE **Le son de la révolte. Une histoire politique de la musique noire américaine**, de Christophe Ylla-Somers

Éditions Le mot et le reste, 2024, 453 pages, 30 euros

Le mot et le reste est une maison d'édition marseillaise qui confesse deux marottes principales : d'un côté, elle édite des textes en lien avec la nature et, de l'autre, elle propose un large pan d'ouvrages consacrés à la musique. Catalogue impressionnant par son exhaustivité et sa diversité, embrassant tous les styles et multipliant quelquefois plusieurs titres sur un seul artiste ou sujet. Dans ces ouvrages, l'approche sociologique et politique n'est jamais oubliée.

La culture musicale africaine-américaine

Christophe Ylla-Somers, spécialiste en histoire et co-auteur, entre autres, d'une BD sur la Commune de Paris, nous fait réviser l'histoire de l'Amérique sous un tout autre angle, celui de la culture musicale africaine-américaine, et dans un livre passionnant nous démontre la pertinence de cette approche. Cet érudit et minutieux essai ne se contente pas de faire la liste de grands noms de la musique contemporaine. Divisé en sept grandes époques (Spiritual, Blues, Jazz, Rhythm'n'Blues, Soul, Funk, Hip-hop) et au fil



d'édifiantes anecdotes, il détaille pourquoi et comment la musique — et la danse — fait partie intégrante de la vie des AfricainEs-AméricainEs, offrant depuis l'esclavage un moyen d'accompagner les tâches, d'exprimer ses sentiments et ses revendications, de s'adonner à la critique sociale, d'être un vecteur de lutte. L'auteur, avec un militantisme affirmé, ne manque pas l'occasion de fustiger à chaque page la violence du racisme systémique qui a animé l'Amérique blanche en réaction à l'émergence de ces expressions. Comble du cynisme, de nombreux musiciens blancs

ont plagié la musique noire dès le 19^e siècle à des fins commerciales et tout en continuant d'en dénigrer la puissance et la portée¹.

Appel à liberté et à la justice sociale

Alors, 460 pages d'oppression, ça peut paraître un peu désespérant. Pas du tout en vérité car cela ne peut être dissocié d'un créatif et foisonnant appel à liberté et à la justice sociale, suivant l'exemple des esclaves et de leurs descendantEs. Ceux-ci ont fait évoluer la religion chrétienne qui leur était imposée à l'aide de chants, mettant en avant non pas les notions de crainte et de punition mais d'espoir d'une vie meilleure future, sans attendre l'au-delà.

La bibliographie à la fin du livre est une véritable mine de ressources, tout comme les très nombreuses citations. Relevons celle du chanteur et poète Gil

À lire sur le site



L'enfance en cases, Revue d'histoire de l'enfance «irrégulière» n° 26, 2024, par Claude Moro

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Scott-Heron : « *Quand on est vivant et noir sur la planète Terre [...] il n'y avait aucun foutu moyen de ne pas avoir de pression politique sur les épaules, et par conséquent de ne pas avoir d'opinions politiques.* »

Benjamin Croizy

1 – En matière d'appropriation, mention spéciale au disco blanc, intronisé par le film au succès planétaire *Saturday Night Fever* et conspué à juste titre tant il invisibilisait les véritables fondateurs du disco.

Vie du NPA l'Anticapitaliste

SOUSCRIPTION Un local pour le NPA!

Nous publions l'appel de militantEs, artistes, journalistes, écrivainEs, chercheurEs paru sur le blog de Mediapart le 30 octobre pour que le NPA puisse acheter son local historique à Montreuil. À faire connaître et partager...

Depuis 1976, ce bâtiment abrite une partie des activités de la LCR puis du NPA. Le projet est d'y rassembler toutes les activités du NPA, mais aussi de sa librairie La Brèche, de la 4^e Internationale, de l'imprimerie Rotographie, et d'en faire un lieu ouvert et utile au mouvement social. L'imprimerie Rotographie porte une histoire singulière, imbriquant toutes les causes de l'après-1968 ainsi que le combat pour la liberté de l'information. Elle a notamment hébergé, de 1976 à 1979, l'épopée du journal *Rouge* lorsque celui-ci est devenu quotidien. Elle a continué par la suite à imprimer ce journal redevenu hebdomadaire.

Mais au-delà de l'activité partisane ou électorale, Rotographie s'est régulièrement mise au service de l'impression du matériel de nombreux mouvements sociaux, organisations syndicales ou associations, en particulier dans le cadre du renouveau des luttes dans l'après 1995.

Sans que ce geste constitue un soutien à toutes les positions du NPA, nous militantEs, artistes, journalistes, écrivainEs, chercheurEs, lançons un appel pour assurer le succès de cette souscription. Nous voulons continuer de faire vivre cet héritage social, politique et culturel dans un bâtiment qui, faute de rachat, serait voué à disparaître.



FAIRE UN DON ICI

<https://don.npa-lanticapitaliste.org/>



Vue sur le studio vidéo du NPA à Rotographie depuis la régie, 2023. NPA-L'ANTICAPITALISTE

PREMIERS SIGNATAIRES

Raphaël ARNAULT, porte-parole de la Jeune Garde et député du Vaucluse
Patrice BESSAC, maire PCF de Montreuil
Ezia BIERRY, syndicaliste, secrétaire générale de l'Union syndicale lycéenne
Bolchegeek, vidéastes
Alain DAMASIO, écrivain
David DUFRESNE, écrivain et réalisateur
Annie ERNAUX, écrivaine
Jean-Baptiste EYRAUD, militant du droit au logement
Nina FAURE, réalisatrice
Adèle HAENEL, actrice
Salah HAMOURI, avocat franco-palestinien, ancien prisonnier politique pendant 10 ans en Israël

Irene autrice et militante féministe
Ken LOACH, réalisateur
Frederic LORDON, philosophe
Lumi, vidéaste
Xavier MATHIEU, comédien et ancien militant syndical
Guillaume MEURICE, humoriste
Danièle OBONO, députée LFI de la 17^e circonscription de Paris
Ostpolitik, streamer
Edwy PLENEL, journaliste
Ersilia SOUDAIS, députée LFI de la 7^e circonscription de Seine-et-Marne
Ana TIJOUX, chanteuse et rappeuse
Assa TRAORÉ, militante contre les violences policières
Audrey VERNON, comédienne

PALESTINE La solidarité n'est pas un crime! Solidarité avec Yannis Arab!

Depuis le 7 octobre, les militantEs solidaires du peuple palestinien font l'objet d'une répression, qui s'est encore renforcée depuis la rentrée, comme en témoigne le procès surréaliste, intenté à Élias d'Imzalène pour avoir appelé à « mener l'intifada à Paris ».

Cette volonté de criminaliser la solidarité avec la résistance palestinienne atteint fortement les milieux universitaires, comme en témoignent les pressions que l'historien Yannis Arab rencontre depuis le 7 octobre.

Yannis Arab, militant et chercheur sur la Palestine

Originaire de Moirans-en-Isère, Yannis Arab a commencé très jeune à travailler sur la Palestine. Après avoir publié en 2015, alors qu'il avait à peine 22 ans, un ouvrage consacré à la vie d'un jeune Gazaoui (*Un pas vers la paix*), il a rédigé en 2017 un livre sur l'histoire de la lutte palestinienne (*Palestine. Pour une paix juste*). Soucieux de donner à ses travaux une dimension académique, il a effectué des études d'histoire à l'Université Grenoble Alpes, qu'il a poursuivies à l'Université de Montréal, où il est actuellement inscrit en doctorat pour une thèse sur l'immigration algérienne en Palestine aux 19^e et 20^e siècles.

Yannis Arab est actuellement inscrit à l'Université de Montréal où il est inscrit en doctorat pour une thèse sur l'immigration algérienne en Palestine aux 19^e et 20^e siècles

Ses recherches lui ont permis de montrer que plusieurs villages palestiniens tirent leurs origines de l'installation de milliers d'AlgérienNEs qui, dans le contexte de la conquête française, avaient dû fuir leur pays pour se réfugier en Palestine. Elles l'ont aussi amené à trouver dans les archives françaises de nouveaux documents sur l'histoire de la Palestine, en mettant au jour les témoignages de ressortissantEs algérienNEs, dans les années 1920 et 1930, se plaignant des violences qu'ils avaient subies de la part des colons juifs ou des autorités britanniques. Plus généralement, ses travaux doctoraux lui ont permis de collecter de nombreuses données d'archives en France, en Algérie et en Angleterre, mais aussi de mener des interviews de terrain dans les camps de réfugiéEs palestinienNEs

La répression post-7 octobre

Depuis le 7 octobre 2023, le travail de Yannis Arab est toutefois devenu beaucoup plus difficile, puisqu'il a commencé à subir des pressions administratives, qui se sont par exemple mani-

festées par l'interdiction pré-fectorale, à la demande du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), d'une conférence qu'il devait donner à Grenoble le 22 décembre dernier. L'anniversaire du 7 octobre a toutefois conduit la préfecture de l'Isère à franchir une nouvelle étape, en ordonnant à la gendarmerie de l'interpeller à son domicile et de perquisitionner son logement. À l'aube du 8 octobre, après avoir enfoncé la porte de son appartement, la gendarmerie a arrêté Yannis Arab et l'a placé en garde à vue. L'opération de police a été particulièrement violente. Sans même prendre la peine de sonner, la gendarmerie a défoncé la porte du logement familial, et Yannis Arab a été plaqué au sol et arrêté très brutalement. La famille de Yannis Arab a aussi été victime de brutalités, en particulier son petit frère de 16 ans qui a été jeté à terre et menotté. Amené à la gendarmerie de Moirans, Yannis Arab a été libéré au bout de quelques heures de garde-à- vue, les enquêteurs n'ayant en réalité rien d'autre à lui reprocher qu'une « apologie de terrorisme », qui ne se fonde en réalité que sur son soutien aux droits nationaux du peuple palestinien.

Il est remarquable que tout son interrogatoire a été polarisé autour d'une question : Yannis Arab condamne-t-il ou non les massacres du 7 octobre ? L'enquête policière ne visait ainsi pas à interroger Yannis Arab sur les actes qu'il aurait pu commettre, mais sur ses seules opinions. Cette procédure constitue une conséquence concrète des tentatives du pouvoir français de criminaliser toute forme de solidarité avec la résistance palestinienne, en utilisant le très dangereux délit « d'apologie du terrorisme » que Cazeneuve, Valls et Hollande ont sorti du droit de la presse pour l'introduire dans le code pénal¹, et dont le champ ne cesse aujourd'hui de s'élargir.

Cette procédure constitue une conséquence concrète des tentatives du pouvoir français de criminaliser toute forme de solidarité avec la résistance palestinienne

Confiscation des données de Yannis Arab

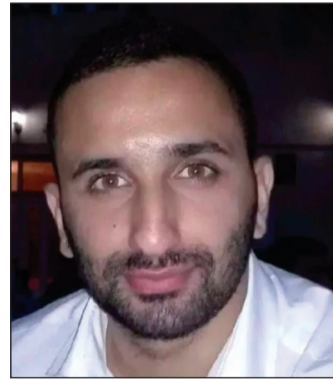
La brutalité des méthodes policières utilisées pour l'interpellation de Yannis Arab n'était d'aucune utilité, puisqu'il ne s'agit pas d'un terroriste en fuite, mais

d'un chercheur qui n'a jamais manifesté l'intention de se soustraire à la police. Elle n'a de fait été utilisée que comme moyen de pression, afin d'intimider Yannis Arab, en s'en prenant en particulier à sa famille. Dans ce contexte, il est particulièrement scandaleux que la gendarmerie refuse toute prise en charge de la réparation de la porte (plus de 2000 euros !), d'autant qu'elle a été défoncée sans aucune justification, puisque la gendarmerie aurait pu se la faire ouvrir en appuyant sur la sonnette.

Par ailleurs, la gendarmerie a saisi tout le matériel informatique de Yannis Arab, qui n'a donc plus accès à ses ordinateurs et à son téléphone. Prétendant des problèmes d'effectif, la gendarmerie a ainsi annoncé à Yannis Arab qu'elle avait besoin de temps pour réaliser une copie complète de ses fichiers et qu'elle n'était pas en mesure de lui donner une date à laquelle il pourrait espérer retrouver ses outils de travail. Cela constitue une nouvelle forme de sanctions administratives dans un cadre extra-judiciaire. Au-delà du fait que s'emparer des outils et des données d'un chercheur constitue une violation manifeste des libertés académiques, il est aussi très inquiétant que des données de terrain, recueillies dans les camps palestiniens, puissent être saisies par les services français, sans aucune garantie sur leur possible utilisation au détriment des personnes qui ont accepté ces entretiens.

Solidarité avec Yannis Arab!

Depuis le 8 octobre, une solidarité militante s'est organisée pour soutenir Yannis Arab et faire connaître sa situation. Si la presse française ne s'est jusqu'à présent pas saisie de l'affaire, à l'exception du *Dauphiné libéré* qui a publié un article



Une pétition sur change.org pour exiger que la gendarmerie restituée au plus vite son matériel informatique

calomnieux pour Yannis Arab, l'affaire a commencé à être couverte par la presse internationale. Une pétition a été rédigée sur change.org pour exiger que la gendarmerie restituée au plus vite son matériel informatique et ses données à Yannis Arab. À l'heure où le nouveau ministre ultra-réactionnaire de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Patrick Hetzel, entend organiser une répression féroce du mouvement de solidarité avec la Palestine dans l'Université, et où Caroline Yadan et François Hollande viennent d'annoncer le dépôt d'une loi pour faire de l'antisionisme un délit susceptible de condamnation au pénal², il est essentiel de soutenir Yannis Arab pour affirmer que, hier comme aujourd'hui, la solidarité avec un peuple en lutte pour ses droits nationaux ne constitue pas un crime!

Laurent Ripart

1 - Loi du 13 novembre 2014.

2 - https://www.lepoint.fr/politique/exclusif-la-deputee-caroline-yadan-depose-une-loi-pour-lutter-contre-les-formes-renouvelees-d-antisemitisme-30-10-2024-2574067_20.php

Signer la pétition pour soutenir Yannis Arab:

<https://www.change.org/p/libert%C3%A9-pour-la-recherche-sur-la-palestine-yannis-arab-doit-pouvoir-finir-sa-th%C3%A8se>

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°160 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-
Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org